



TEMPO : DANGEREUSES OBSTINATIONS

Préalable SNJ au CSE Siège du 20 juin 2023

Déni permanent, impréparation flagrante, précipitation coupable. Ce projet ressemble comme deux gouttes d'eau à celui de la fusion des rédactions. Imposé aux salariés, dicté par l'actionnaire. A l'instar d' "Info 2015", "Tempo" n'a rien d'éditorial, c'est bel et bien un objet purement politique, dans le sens le moins noble du terme. Faire croire que nous entrons à pleine vitesse dans le virage de la régionalisation est un piège, et qu'on travaille au siège ou dans le réseau régional, personne n'est dupe. Les salariés ont beaucoup à perdre. L'information a beaucoup à perdre. Notre public a beaucoup à perdre.

Tristement, le 8 juin dernier, le fait divers d'Annecy a démontré qu'avec "Tempo" nous aurons beaucoup de mal à faire notre métier de la meilleure des manières sur France 3. Très vite, nous avons compris que cette actualité serait traitée dans l'urgence, comme très souvent dans nos journaux. Pour preuve nos reportages dans l'édition nationale du 12/13 étaient finalisés en cabine (commentaires en direct). Une fabrication proscrite dans l'information consultation. Le confrère de l'antenne locale est intervenu en direct tardivement dans notre journal, après avoir enregistré autour de 12 h 20 un plateau pour France info Canal 27. Le pire des scénarios sans doute pour l'équipe projet qui répond toujours à côté quand on évoque ce type d'évènements dans les réunions de service ou dans cette instance. Nous n'osons imaginer comment les 23 autres antennes régionales pourraient être alimentées dans ces conditions d'urgence là.

Mais en fait nous sommes sans doute plus ambitieux que la direction, en demandant régulièrement comment nous allons faire notre travail sur les quelques actualités incontournables que nous sommes censés fournir aux 24 antennes régionales. "Tempo " ce n'est pas un projet journalistique c'est un leurre, une tromperie politique, oui un simple leurre qui déstabilise, inquiète et déjà abime bon nombre de salariés. Une grande brigade de l'info réchauffée. Sans parler de l'utilisation de reportages fabriqués dans des conditions que l'accord collectif ne permet pas. Qu'ils soient réalisés par des deskeurs (journalistes/monteurs) ou des monteurs qui font des commentaires. La direction dit qu'elle ne le fera pas. Ce qui veut dire pas de productions du canal 27 ni certaines en provenance de FTR, la rédaction de Vaise, pourtant omniprésente dans les documents d'information consultation...

En ce jour de restitution de l'expertise réclamée par tous les comités sociaux et économiques concernés, les mots du rapport définitif confirment les maux que "Tempo " porte en son sein. Éditorialement, socialement, humainement, fragilité rime avec dangerosité. Le risque industriel cohabite avec le risque psychosocial. La perte de repères avec la perte d'envie, la déqualification avec la déprofessionnalisation.

Nous ne détaillerons pas ici les éléments de l'expertise que nous joindrons à notre prochain compte rendu de séance. Mais ses conclusions nous conduisent à demander une fois de plus à la présidente Ernotte de renoncer à ce qui sera à très court terme d'une violence sans précédent. A la fois sur les 24 antennes régionales transformés contre leur gré, en bric-à-brac sans moyens supplémentaires, et à la fois au Siège pour des salariés sans but, sans projet, sans évolution possible, si ce n'est un accompagnement vers la sortie. Pour rappel, à part pour les équipes des éditions et encore, rien n'a été dit aux autres salariés sur leur avenir à partir de la rentrée prochaine. Place est faite aux petites magouilles en coulisses, aux propositions en catimini... Pour les autres, il faudra juste faire, se taire et souffrir.

Nous le redisons ici, le SNJ est favorable depuis des années à des chaînes régionales de plein exercice. Alors le couplet qui oppose Paris et les régions n'arrivera à convaincre que les quelques apprentis sorciers présents sur nos territoires. Nous sommes pour une régionalisation profonde et réelle qui laisserait une totale autonomie à nos antennes. Pas pour une réforme "low-cost" qui ne ressemble à rien sur le papier, et encore moins à l'antenne à partir du 4 septembre, c'est-à-dire demain.

Le SNJ est engagé sans faille dans la lutte pour que ce projet soit retiré. Pas seulement reporté, comme peut-être la justice le décidera le 4 juillet prochain. Ce sera une première victoire, pour les élus et certains syndicats présents dans cette procédure qui invoquent à juste titre entrave, et information déloyale. Mais un report pour nous, cela ne sera pas suffisant : "Tempo" c'est toujours non et ça le restera.

Paris, le 20 juin 2023